

Le 15 octobre 2019, à la suite de la prise à partie par un élu d'extrême droite d'une femme voilée accompagnant son enfant au conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté, le groupe Les Républicains demandait la création d'une commission d'enquête sur « les réponses apportées par les autorités publiques au développement de la radicalisation islamiste et les moyens de la combattre ».

Ses travaux, fondés sur l'audition des personnalités médiatiques, politiques et universitaires les plus extrêmes quant à la gestion étatique de l'islam, donnèrent ainsi à entendre la pensée complotiste et belliqueuse désormais au plus haut du pouvoir. Le 18 juin 2020, l'auteur de ces lignes, presque par hasard, est à son tour convoqué : les textes qui suivent sont un compte-rendu de l'audition et le discours lu en préambule devant les sénateurs.

\*\*\*

Une commission se réunit au Sénat, son objet est « *la radicalisation islamiste et les moyens de la combattre* ». Elle a été gagnée de haute lutte après une dernière « affaire du voile » : en présence de son fils, une mère avait été exclue d'une assemblée municipale par un conseiller d'extrême-droite ; en réaction, d'autres élus, cette fois à la chambre des notables de la République, s'étaient affairés à obtenir pour eux-mêmes le droit de désigner *l'ennemi*.

Une fois l'entreprise réussie – et la commission obtenue –, on y invite tous les islamologues du moment, éditocrates et universitaires, dont le discours ne diffère que par le degré de l'outrance ; puis, une fois que la parole officielle a été ainsi constituée, les sénateurs convoquent les ministres, agréable entre-soi où l'on se félicite des mesures passées et à venir. Surtout, la commission insiste : ce qui l'intéresse, ce n'est pas l'attentat et sa violence, mais ceux qui, *insidieusement*, affaiblissent la collectivité nationale[1].

Alors, d'audition en audition, le complot[2] se fait plus précis, plus menaçant : *l'ennemi* ce sont les femmes dont le voile est, à l'évidence, l'étendard politique[3] de l'*islamisme* à débusquer par-delà l'épaisse strate de leur duplicité ; *l'ennemi*, ce sont les mosquées où l'on conspire contre la société dominante[4] ; *l'ennemi*, ce sont les enfants auxquels on suggère d'attribuer un numéro-matricule plus tôt encore[5] ; *l'ennemi*, ce sont ceux dont on dit qu'ils se victimisent quand ils font étal de leur souffrance ; *l'ennemi*, enfin, c'est surtout celui à qui il faut faire la guerre, par-delà la loi[6], pour sauver la nation. Ainsi en va-t-il d'une adresse aussi grossière que la parole qu'elle génère.

Mais on veut soumettre à la question le Collectif contre l'islamophobie en France, pourtant réputé partie prenante du complot[7]. Celui-ci, circonspect face à la teneur des débats, propose à une avocate et à un sociologue d'y produire un autre récit. L'une et l'autre acceptent, convenant d'inviter les sénateurs à penser ensemble et, surtout, de donner à entendre à la collectivité un récit alternatif de ses autres. Mais le processus est déjà trop avancé : les sénateurs sont *tous* d'accord sur l'affrontement biologique et civilisationnel[8] passé et futur et leur unique visée est à radicaliser toujours plus l'État – autrement dit, à produire la pensée guerrière donc celui-ci nourrit sa politique.

Et pourtant, face à la réaffirmation nationale au plus haut du pouvoir français, il y a tous ceux qui, inlassablement, travaillent à construire le collectif autrement que par la hiérarchie des vies, à se replonger dans le réel, affaire après affaire, contre-vérité après contre-vérité. L'entreprise est éreintante mais cruciale : il s'agit de faire progresser, un peu, rêveusement, ce rocher de Sisyphe de la *paix*.

## Intervention au Sénat le 18 juin 2020 de Hamza Esmili

Mesdames et Messieurs,

Permettez-moi d'établir comme point de départ à mon propos la situation qui nous lie aujourd'hui : on m'invite en tant que chercheur en sociologie qui travaille sur la pratique islamique. Cependant, si tel est mon objet d'étude, la sociologie ne consiste néanmoins pas à isoler les phénomènes, mais à les attacher autrement : à dire ainsi ce qu'ils ont de contemporain, ce qui est leur singularité et les corrélations qui les lient au restant de l'espace social. Autrement dit, plutôt que de répéter *ad nauseam* le fameux *pas d'amalgame* qui suggérerait précisément ce que l'on faisait mine de congédier et permettait par-là aux plus inexactes corrélations d'être énoncées, je voudrais tenter de saisir avec vous, dans un même geste et par d'autres articulations, d'un côté la politique incluse dans le fait d'une communauté qui se constitue par un rapport déterminé à sa tradition religieuse et de l'autre la réaffirmation nationaliste qui lui est objectée.

Nous sommes donc ici pour interroger la dite *radicalisation islamiste* et les *moyens de la combattre*. L'étonnement est pourtant permis : à la redoutable faveur de la séquence contemporaine qui est la nôtre, on ne peut que constater l'inédite profusion de plans, initiatives et semblables commissions déjà constituées par l'État comme autant de réponses. Partant, une question surgit immédiatement : quel besoin de reconduire cette trame politique à l'infini ?

Une première piste, simple et pourtant exacte, serait alors celle de la concurrence entre ce que la sociologie nomme des entrepreneurs de cause : les uns défendent la *radicalisation* comme cadre d'analyse, les autres *l'islamisme conquérant*, chacun affirmant ainsi son pré-carré. On s'affronte alors pour des *noms*, car à travers les *noms* transpire une concurrence tout à fait capitaliste sur ce qui est aujourd'hui le marché économique et idéologique de la *lutte contre la radicalisation*. Pourtant, ce n'est pas cette voie que je voudrais suivre aujourd'hui : en effet, il me semble que ce qui nous réunit est plus urgent qu'un simple appel d'offres et l'on doit prendre au sérieux la teneur de ce qui s'énonce dans la société.

Il faut *nommer l'ennemi*, nous dit-on, pour mieux l'affronter. Un paradoxe pourtant : ce redoutable pouvoir, celui de *nommer*<sup>[9]</sup> lorsque l'on détient la parole officielle, se suffit à lui-même. Entre les tenants de la thèse de la « *radicalisation de l'islam* » et ceux des « *écosystèmes islamistes* », les *noms* sont si exorbitants que les préconisations que l'on vous a faites sont systématiquement en-deçà de leur violence. On se borne alors à suggérer des mesures déjà existantes, feignant une ignorance que vous avez très justement relevée à plusieurs reprises dans les auditions précédentes, vous avez ainsi souvent dit, à raison, « c'est ce que fait l'État ».

## Radicalisation

Le premier de ces *noms* est celui qui figure dans l'intitulé de cette commission : la bien connue *radicalisation*. Si la fulgurante émergence du terme est-elle d'abord liée à la légitime volonté de rendre intelligible ce qui nous frappait si durement, nous n'en disposons pourtant d'aucune définition stable et sérieuse : tantôt désigne-t-il une *idéologie* par

De fait, si nous ne savons pas définir la *radicalisation*, la *lutte contre la radicalisation* est quant à elle pleinement opérante. Depuis 2014, 72 000 individus ont été signalés *via* l'interface *stop-djihadisme.gouv.fr* et l'on ne cesse de s'interroger sur les *signes faibles* qui rendrait le repérage encore plus facile, encore plus large. Pourtant, on sait aujourd'hui que plus de 90% de ces personnes signalées n'avaient aucune intention violente – le CIPDR ne fournissant pas de données précises sur les 10% restant. Ces signalements sont souvent effectués par des travailleurs sociaux à qui l'on demande d'être, selon un vocabulaire guerrier, à l'avant-poste dans les *quartiers* : ainsi, des perquisitions violentes – plus de 3600 depuis 2015, dont seulement six aboutirent à des enquêtes pour terrorisme –, des brutalisations policières, des fichages et des traumatismes à long terme sont-ils produits sur la seule base d'une barbe trop longue, d'un voile trop ample ou, plus simplement, d'un air suspect.

Mais, en réalité, cette évolution était contenue dans le *nom* en lui-même – la dite *radicalisation*. On l'a dit, il n'en existe pas de définition satisfaisante, mais on sait néanmoins que l'on est radical par rapport à une norme de *modération* : à charge alors à celui qui énonce le jugement en radicalité d'établir son propre critère. Ainsi, un ministre actuellement en exercice a-t-il pu déclarer, devant la représentation nationale, qu'adopter une pratique religieuse affirmée pendant le Ramadan était déjà de la *radicalisation* ; à l'évidence, il a été ainsi énoncé une normativité extra-légale qui ne se justifie que par le pouvoir de celui qui tenait de tels propos. Mais il est vrai que, par la question de la *radicalisation*, l'enjeu n'était plus simplement celui de la survenue d'attentats sur le territoire national mais l'injonction de repérer *ce qui ronge la société de l'intérieur* – d'où le second nom, *l'islamisme*.

## Islamisme

Celui-ci est plus ancien que la dite *radicalisation* : jusqu'au début du XX<sup>e</sup> siècle, il désigna communément l'ensemble de la religion musulmane. Puis, le terme *islam* fut adopté et son prédécesseur abandonné. Mais la succession des actualités se chargea de combler le vide : les *islamistes* furent alors tour à tour les *ayatollahs* iraniens (dont le gouvernement en 1983 croyait repérer l'influence dans la grève d'ouvriers marocains à Aulnay-sous-Bois), puis des *Frères musulmans*, des *moudjahidines* d'Afghanistan, certaines confréries *soufies* etc., tous ainsi *islamistes*. Autrement dit, le terme servit à regrouper des pratiques absolument distinctes sous une seule et unique paresseuse catégorie. Mais il ne faut pourtant pas s'y tromper : contrairement à la dite *radicalisation*, le nom « *islamisme* » est univoque. Son sens réel et exclusif est *l'ennemi*.

Aussi, partant de la logique de l'affrontement tout à la fois civilisationnel et biologique, une opinion de plus en plus commune affirme qu'une portion du pays a été *conquise* par *l'islamisme*. Si la thèse relève à l'évidence du délire – au sens le plus psychique du terme –, il faut pourtant en entendre le propos : celui-ci indique que la simple existence d'une communauté musulmane suffit à troubler l'ordre régulier de la gestion étatique ; surtout, la thèse de *l'islamisme conquérant* attribue ainsi à la main de l'extérieur la pratique islamique contemporaine : on affirme ainsi que les mosquées sont construites par des émirs du Golfe ou des généraux d'Algérie et qu'il y a conjuration de l'étranger pour briser le pacte social

national – entendu que la présence de musulmans affaiblit ainsi la collectivité. De fait, la dimension complotiste à l'œuvre dans la thèse de *l'islamisme conquérant* doit être soulignée : une célèbre éditorialiste a ainsi déclaré que les *Frères musulmans* étaient aux portes du pouvoir ; un autre avait cru voir parmi les Gilets jaunes des *islamistes* dissimulés. De même, toute apparition d'une jeune femme voilée dans le débat public, telle syndicaliste étudiante par exemple, était ainsi une preuve d'*entrisme*, et l'on procédait ainsi depuis la matrice intellectuelle directement héritée de l'antisémitisme moderne.

Menée à son terme, la quête de *l'ennemi islamiste qui se dissimule parmi nous* régresse au lourd legs du racisme colonial et biologique, dont une dernière mouture est alors le récit du *grand remplacement*. Nous nous accordons tous et toutes sur le caractère proprement scandaleux de cette thèse : pourtant, force est de constater qu'elle figure l'air du temps. Ainsi a-t-on tôt fait de décréter la reconquête républicaine, du nom de cette catégorie nouvelle de l'action publique destinée aux quartiers populaires, si bien que le retour du refoulé est alors transparent : de la reconquête républicaine à la *Reconquista*, le lien et le ressentiment qu'il génère sont vite advenus.

## Terrorisme

Pourtant, une fois que l'on a évacué ces deux noms – la très labile *radicalisation* et le belliqueux *islamisme* –, un fait demeure en résidu aussi massif que tragique : la survenue sur le territoire national de la violence théologico-politique. Aussi, en conclusion de cette intervention, permettez-moi de déplier un récit alternatif à la psycho-pathologisation d'un côté et à la réponse guerrière de l'autre.

À cet effet, il faudrait alors partir du renouveau islamique. Le fait est indéniable, mais moins qu'un retour à une pratique réputée immuable, les musulmans contemporains – et en particulier les musulmans immigrés ou enfants d'immigrés – ont réinvesti la tradition islamique par une voie intimement liée au vécu de l'immigration postcoloniale et de la condition sociale et économique qui lui est attachée. Dire cela, ce n'est pas céder au déterminisme naïf : à l'évidence, la pensée religieuse a ses singularités qu'il faut pouvoir dire ; pour autant, nécessité est également de rappeler que cette même pensée se déploie dans une configuration sociohistorique qui en est la condition de possibilité. Partant, un mot de cette si fréquente interrogation dans le débat public : s'agit-il d'*islam de France* ou d'*islam en France* ? Cette question n'a absolument aucun sens pour le sociologue – si ce n'est la réaffirmation du pouvoir des uns sur les autres, c'est-à-dire demander aux musulmans de montrer *patte blanche* – : dès que les individus et les groupes qu'ils composent sont socialisés en France, dès qu'ils ont été à l'école de la République (le fondateur de la sociologie française, Émile Durkheim, disait ainsi que la première et la plus importante des conversions était l'école), en bref, dès qu'ils sont les produits finis de cette société – ils sont alors les *enfants de notre collectivité* [\[10\]](#), quand bien même ils iraient au Yémen étudier ou en Syrie combattre Bachar al-Assad.

Aussi peut-on repérer dans la pratique islamique contemporaine quelques caractéristiques générales : d'abord, celle-ci intervient comme la réaffiliation de populations marginalisées par le fait de l'immigration postcoloniale, de la crise de la condition ouvrière et du vécu de la *cit*é ; autrement dit, la constitution d'un collectif musulman atténue *de facto* les effets d'une existence historiquement conduite au plus bas de l'échelle sociale. Aussi, partir de là nous permet-il de mieux saisir le grand mouvement de construction des mosquées en

France à partir de la fin des années 1980 : face à la thèse si doxique et pourtant si peu avérée du financement étranger, il nous faut admettre que ce sont bien les ouvriers immigrés, ceux que l'on nomme trivialement les *anciens*, qui ont joint leurs efforts pour la fondation des lieux de culte. Le fait est d'immense importance sociologique : le passage des salles de prière dans les foyers Sonacotra aux mosquées dans les quartiers où vivaient désormais les musulmans figure ainsi la possibilité de la transmission et de la solidarité intergénérationnelles ; autrement dit, la constitution d'une *communauté musulmane* territorialisée a permis la réparation de liens collectifs mis à mal par le vécu de la marginalité.

Mais le renouveau n'est pas simplement la marque d'une réaffiliation ; car celle-ci est opérée à travers une pensée théologico-politique, à la fois singulière et diverse par les devenirs qu'elle engage : il existe ainsi des libéraux *musulmans*, des socialistes *musulmans*, des conservateurs *musulmans*, des utopistes *musulmans*, des *féministes musulmanes* et ainsi de suite – tous procédant depuis la tradition islamique. Pour autant, par-delà le constat de la variété, certaines constantes peuvent être repérées : d'abord, le rapport au sacré emprunte moins au registre identitaire qu'à une quête dont le postulat de départ est l'accessibilité de la Révélation divine et la visée la *transformation de soi* ; partant, la pratique islamique contemporaine n'est-elle pas l'œuvre d'une église, que celle-ci soit sur le territoire national ou à l'étranger, mais une prescription subjective qui vise à la lente élaboration d'une forme de vie pieuse. Ainsi en va-t-il de ce voile dont la moindre apparition déchaîne tant les esprits : il est pourtant moins le marqueur de l'appartenance à une communauté figée que l'affirmation par le corps du caractère existentialiste et subjectif de l'adoration divine.

Qu'en est-il pourtant de la violence ? On a dit du renouveau islamique qu'il était collectivement œuvre d'apaisement et subjectivement quête utopiste de piété. Si l'on admet cela, les *départs* en Syrie signent alors autant de ratés relatifs de cette entreprise : tout se passe alors comme si l'échec dans ces cas de la réaffiliation *via* l'islam de communautés profondément marginalisés par le vécu de l'immigration dans un État *vigoureusement* national, où elles occupent de surcroît le plus bas de l'échelle sociale, aboutit à une autre utopie, celle de l'émigration vers la Syrie en révolution depuis 2011.

Mais ceux qui *partent* ainsi depuis la France vers la promesse d'une *société autre* sont alors happés par le déchaînement des violences dans les zones libérées du régime où ils arrivaient ainsi : depuis les forces de Bachar al-Assad et de ses alliés qui ont fait un million de morts et mis en fuite la moitié de la population du pays jusqu'à l'émergence de l'État islamique, la quête régresse ainsi progressivement à la rationalité étatique. Autrement dit, face à l'impossible réalisation de l'utopie dans le cours de la guerre, la quête que figurent les *départs* se trahit elle-même, jusqu'à finir de regagner ce qu'elle fuyait pourtant : c'est l'embrigadement dans l'État islamique quand il devint gouvernement territorialisé en 2014. Celui-ci, en reproduisant un raisonnement géopolitique *ordinaire*, dit alors que la guerre est entre nations ennemies chacune incarnée par son État. Sur le plan des individus, le vécu de la violence aboutit à l'abandon de toute médiation subjective et régresse ainsi à un geste strictement juridique : les *sujets musulmans* sont alors définis par leur appartenance à l'État islamique et, inversement, seuls ceux qui y appartiennent sont présumés *musulmans* – il était ainsi constitué une théologie de l'appartenance nationale.

Alors, dans le déni d'humanité propre à la guerre, la commission d'attentats apparaît aux yeux de certains parmi ceux qui s'engagent dans cette voie comme une arme légitime et de surcroît tout à fait similaire aux bombardements de la Coalition internationale à Raqqa, Manbij, Deir ez-Zhor ou Baghouz. Autrement dit, nulle limite n'est plus opposée au

**Prescrire la guerre. Sur une commission sénatoriale contre  
"la radicalisation islamiste"**

<https://www.contretemps.eu> redaction

massacre : face au double échec de l'utopie, celui de de la *piété* en France et celui de la *société autre* en Syrie, seule demeure la raison d'État. Aussi, de l'autre côté, la dernière actualisation de cette rationalité belliqueuse et qui ne cède à aucune norme morale est alors constituée dans le refus de rapatrier, en dépit même des recommandations des services de sécurité, les femmes, enfants et détenus de guerre incarcérés extra-juridiquement dans les moujris d'al-Hassaké, d'al-Hol ou d'Aïn Aïssa, ces lointains héritiers de l'infâme Guantanamo.

Mesdames et messieurs, il me semble que l'unique manière de sortir de ce cycle des violences est alors de refuser la guerre sans cesse reconduite par la rationalité étatique et nationale, et de nous défaire ainsi collectivement des *noms* que celle-ci génère. Alors seulement, une si cruciale interlocution autre est-elle possible.

## Notes

- [1] Le 3 décembre 2019 : « *Il existe aussi des cours d'arabisation – cheval de Troie pour l'islamisation des enfants et des mineurs* ». Le même jour, par le même intervenant : « *à Paris 13, où j'enseigne, tous les vendredis je ne sais pas si je suis dans une université ou dans une mosquée* ».
- [2] Le 23 janvier 2020 : « *les Frères musulmans sont aux portes du pouvoir* ».
- [3] Le 18 juin 2020 : « *on ne m'enlèvera pas de la tête que le voile est un étendard politique* »
- [4] Le 3 décembre 2019 : « *Il convient aussi d'évoquer le pullulement des salles de prière. Vous me permettrez de m'attarder quelques instants sur ce sujet, pour faire la nuance entre les mosquées et les salles de prière. Ces dernières sont le véritable laboratoire de la production de la radicalisation ; elles sont le véritable laboratoire de l'apologie du djihadisme et du terrorisme* ». Le 11 juin 2020 : « *Je vais poser une question un peu provocatrice. Vous avez évoqué l'existence de 2 500 mosquées en France : ne pensez-vous pas qu'il y en a assez ? Ne serait-il pas temps d'arrêter de construire des mosquées ?* »
- [5] Il s'agit des annonces de M. Blanquer, Ministre de l'Éducation nationale, faites devant la commission sénatoriale le 18 juin 2020.
- [6] Le 12 décembre 2019 : « *Je suis choqué quand dans un hôpital un infirmier salue un médecin en lui disant « salam alaikum ». Les termes à connotation islamisante sont à bannir mais cela ne relève pas de la loi* ». Le 21 janvier 2020 : « *le halal est incompatible avec les valeurs de nos sociétés démocratiques et intolérable pour le modèle républicain d'assimilation* ».
- [7] Le 17 décembre 2019 : « *J'ai pu...avoir accès au contenu du téléphone portable d'Abdelhamid Abaaoud, un des terroristes du 13 novembre. ... on y trouve également la reprise de slogans dénonçant l'islamophobie et le racisme, notamment ceux du Collectif contre l'islamophobie en France (CCIF). En effet, les discours dirigés contre la France, réputée islamophobe, légitiment la logique de la rupture* ». Le 12 décembre 2019, sur la marche contre l'islamophobie : « *La fameuse manifestation du 10 novembre dernier découle de vingt ans de stratégie très bien pensée* ».

[8] Le 3 décembre 2019 : « *par ailleurs, la radicalité est intrinsèque à l'islam depuis ses origines. L'islam est basé sur la conflictualité. Ce n'est pas une religion apaisée. S'interroger sur la différence entre l'islam et l'islamisme, ce sont des jeux de mots, contextualisés ou non* ».

[9] « *C'est dans le nom qu'est enfouie la puissance du langage, c'est en lui qu'est scellé l'abîme qu'il renferme* » (SCHOLEM, G. 1926 [1985]. Lettre à Franz Rosenzweig en date du 26 décembre 1926, traduction de Stéphane Mosès).

[10] ELIAS, N. 2017 [1989] *Les allemands*, Paris : Seuil